

20 Ans d'Économie du Développement: une nouvelle prise en compte du risque ?

Pierre Jacquet

➔ PIERRE JACQUET est président de Global Development Network depuis 2012. Il était auparavant directeur de la stratégie et économiste en chef à l'Agence française de développement (AFD), et aussi professeur d'économie politique internationale et Président du département « Sciences humaines, économie, gestion, finance » à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC).

Le titre de cette brève comprend deux dimensions distinctes: (1) 20 ans d'économie du développement : qu'a-t-on appris, quelles sont les principales avancées, quelles sont les lacunes; et (2) la prise en compte du risque dans les études et dans les politiques.

20 ans d'économie du développement

Il y a 40 ans, en 1973, dans le *Western Economic Journal*, Axel Leijonhuvud écrit une sorte d'extraordinaire parodie d'analyse sociologique de la «tribu» des économistes, les «Econ» («Life among the econ», septembre 1973). Non seulement ils vivent de façon xénophobe en méprisant les sociogs et polscis, mais ils ont eux-mêmes un système (non-transitif) de castes et statuts (que d'ailleurs même le système indien peine à égaler). Il y a la caste noble des «prêtres», les Mathecons, qui domine les Macros et les Micros. Et, ce qui nous intéresse ici les «Devlops» sont loin derrière. C'était il y a 40 ans, et les temps ont heureusement bien changé. Les progrès techniques dans la modélisation ont permis aux «Devlops» de développer des outils de modélisation adaptés, et aux «autres» d'utiliser leurs outils pour aborder de façon plus pertinente des questions de développement – au point qu'aujourd'hui, je ne suis pas sûr que l'on puisse parler d'une «économie du développement». Il y a un champ, les études de développement, et les études économiques qui s'intéressent à ce champ ne peuvent être caractérisées par un ensemble de méthodes spécifiques aux études de développement : c'est de l'économie, tout court. Et, surtout, les progrès considérables dans la collecte et le traitement des données, ont alimenté d'importants développements des études microéconomiques sur le développement. Comme l'ont noté les intervenants du panel consacré aux «défis de la recherche sur le développement» le 1er novembre 2013 lors du colloque annuel de LACEA à Mexico-City, il y a eu un changement de perspective important dans l'économie du développement, qui est passée de la macro, dominante dans les années 1960 et 1970, à la micro.

Mais c'est aussi l'une des lacunes de la situation

actuelle : ce changement de perspective s'est fait au détriment des «grandes questions» transversales, des questions auxquelles on aimerait trouver des réponses. Ce mouvement a aussi conduit à une fragmentation de la connaissance. Or, la pertinence de la connaissance pour guider les politiques publiques repose évidemment sur sa qualité, que la spécialisation et la fragmentation permettent d'améliorer, mais aussi sur sa «complétude», sa capacité à rassembler et synthétiser des perspectives différentes. C'est vrai entre disciplines, et l'un des enjeux des études sur le développement consiste, sinon à les rapprocher, à être capable de mobiliser leurs apports distincts sur une question donnée. Mais c'est aussi vrai au sein de la discipline économique, entre les différentes branches de l'économie. De ce point de vue, les études de développement ne sont pas encore arrivées à maturité.

Un dernier point concerne les évolutions récentes vers des études empiriques de grande qualité scientifique, autour des évaluations d'impact et du traitement avec assignation aléatoire (RCT). Ces études ont apporté beaucoup, mais elles ne sont pas non plus la panacée. Tout d'abord, elles se développent souvent en faisant abstraction d'un cadre théorique portant les explications et spécifiant les mécanismes ; mais, surtout, elles produisent une connaissance certes scientifiquement robuste mais localisée dans le temps et dans l'espace. Autrement dit, leur validité «interne» est incontestable. Mais la validité «externe», à savoir la possibilité de généraliser la connaissance ainsi générée, reste limitée. L'aspiration à comprendre «ce qui marche et ce qui ne marche pas» reste donc largement non satisfaite, car la réponse est nécessairement contextualisée. Mais chaque méthode rencontre ses limites, et ces limites de la «randomisation» ne ternissent pas les apports de cette approche. C'est plutôt l'utilisation qui en est faite, et les effets de mode

qui ont accompagné son développement, qui sont à questionner.

Ces quelques remarques invitent à un retour à davantage de théorie, et à la « prise de risques » en recherche : plutôt que de choisir une relative sécurité en utilisant des approches et méthodes établies et encensées au risque de traiter de questions, ou d'obtenir des réponses finalement peu pertinentes, nos étudiants pourraient utilement s'attaquer à des questions que tout le monde se pose, au risque de devoir peiner sur la méthodologie à mettre en œuvre pour trouver des éléments de réponse scientifiquement fondés. A l'heure actuelle, cependant, une telle prise de risque n'est pas professionnellement valorisée.

Risques

Cette dernière observation fait le lien, de façon très macro, avec la question du risque : dans les réflexions sur le lien entre la connaissance et l'action, on fait trop souvent abstraction du fait que la connaissance disponible est partielle et incomplète, parfois biaisée, et qu'il reste des zones d'ombre irréductibles. Toute décision reste donc « risquée », et c'est le métier du décideur de prendre ces risques. On semble le comprendre pour l'entreprise et les décisions de son management, mais on semble moins l'accepter pour les politiques publiques : il règne, dans les réflexions sur le rôle de la recherche, y compris sur le développement, une certaine illusion de déterminisme, ou tentation de déterminisme. On pense par exemple à « l'utilité sociale » de la recherche comme un outil de recommandations pour les politiques publiques (les chercheurs sont invités à élaborer de telles recommandations à la fin de leurs papiers), alors qu'il serait plus sage de concevoir la recherche scientifique comme un processus de production de connaissances qui améliorent l'espace informationnel disponible pour le

décideur lorsqu'il prend le risque de la décision, et permettent ainsi de mieux prendre ce risque. Ceci est d'autant plus important qu'il prend cette décision sur une base multicritère dans laquelle la connaissance scientifique n'est que l'un des aspects. Il est donc important de réhabiliter le risque comme une dimension fondamentale de l'action : décider, ce n'est pas appliquer des certitudes, c'est analyser et gérer des risques. Le déterminisme nous guette cependant à chaque instant : journalistes et leaders d'opinion considèrent que le rôle de l'économiste est d'éclairer l'avenir, par exemple ; de nombreux débats actuels opposent les points de vue sur ce qui va se passer, et une raison fondamentale des crises est la certitude que la situation de pré-crise est stable et va se poursuivre. Pourquoi le risque intrinsèque est-il tant ignoré ?

Sur un plan moins général et macro, l'économie du développement s'est récemment beaucoup intéressée au risque, avec des études théoriques et empiriques sur l'assurance dont certains membres du panel ont été d'importants acteurs, qui sont très intéressantes et prometteuses (on pense notamment à l'assurance indicielle). Je note à cet égard, cependant, un autre point d'attention qui n'est pas propre à l'assurance ou au risque : c'est la tentation des approches fondées sur l'offre (« supply-driven »), que l'on a pu observer en matière d'éducation, par exemple, mais aussi de santé, et qui peuvent être l'une des limites des réflexions sur le développement de l'assurance : l'un des points de blocage est en effet l'existence d'une demande, et d'une demande solvable. Et pour comprendre cette demande et la faire évoluer, on a besoin d'approches autres que seulement économiques, notamment sociologiques. On peut aussi penser développer la connaissance microéconomique des comportements, et je pense à cet égard à l'excellent ouvrage « *Portfolios of the Poor* » (Princeton University Press 2009), dans lequel Daryl Collins, Jonathan

Morduch, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven étudient la façon dont 250 ménages d'Inde, du Bangladesh et de l'Afrique du Sud gèrent leurs ressources et besoins financiers. Ils en concluent notamment que les produits de microfinance (ici, microassurance) ne sont pas adaptés et pourraient facilement l'être.

Pour conclure, je voudrais revenir au «macro», et demander comment les agences de développement prennent en compte le risque. D'une certaine façon, elles le font en s'intéressant, par exemple, aux nouveaux produits d'assurance, notamment les assurances indicielles climatiques, mais c'est relativement récent. Mon souci est ici plus global : les banques de développement, du fait de leur approche bancaire, analysent et gèrent des risques. Mais ce qui frappe surtout, c'est la profonde aversion au risque qui caractérise les institutions de développement, et qui freine évidemment l'innovation. Cette aversion est compréhensible, et elle est liée au fait de devoir rendre des comptes aux contribuables (et à leurs

représentants). Mais elle revient à confondre la gestion des risques avec le souhait d'éviter les risques. Or, le développement, contrairement à quelques représentations trop schématiques, n'est pas le passage déterministe d'un « steady state » à un autre. C'est un processus risqué (et même incertain) et il faut trouver un bon équilibre entre le besoin d'aller de l'avant, et le souci de bien connaître et appréhender les risques. Certes, juste après une crise financière d'ampleur historique, il peut sembler incongru de recommander une politique plus pro-active de prise de risques. Mais évidemment, la crise était due à une mauvaise gestion des risques, plutôt qu'aux risques eux-mêmes.

Je milite donc pour une approche plus relativiste de la connaissance, pour une réhabilitation du risque comme caractéristique incontournable, contre l'idée d'une connaissance complète et du déterminisme de l'action.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30

